

DEPARTEMENT DE VAUCLUSE
ARRONDISSEMENT DE CARPENTRAS
COMMUNE DE COURTHÉZON

ARRÊTÉ n° 2025/103

**OCCUPATION ET REGLEMENTATION TEMPORAIRE DU STATIONNEMENT ET DE LA
CIRCULATION – ELAGAGE ET ENTRETIEN – COMMUNE DE COURTHEZON – SAMEDI 22 MARS
2025 AU SAMEDI 5 AVRIL 2025 – ENTREPRISE RIEU – PROLONGATION**

Le Maire de la Commune de Courthézon,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 2212-1, L 2212-2, L 2212-5, L 2213 et suivants,

Vu le Code de la Route et ses textes subséquents,

Vu l'arrêté du 26 décembre 2000 modifiant l'arrêté du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu la demande de Monsieur Jonathan RIEU, Entreprise RIEU, 1783 Avenue JF Kennedy, 84200 Carpentras, reçue le 14 mars 2025 sollicitant une occupation du domaine public pour des travaux d'élagage et d'entretien, commune de Courthézon.

Considérant qu'il est nécessaire de prévenir les usagers et les riverains 48 heures précédant l'intervention.

Considérant que pour permettre la réalisation de cette intervention, il convient de prendre toutes les mesures de sécurité à l'égard des usagers du domaine public.

ARRÊTE

Article 1^{er} : La demande d'occupation temporaire du domaine public formulée par Monsieur Jonathan RIEU, Entreprise RIEU, 1783 Avenue JF Kennedy, 84200 Carpentras, est autorisée du samedi 22 mars 2025 au samedi 05 avril 2025 de 07h30 à 18h30.

Article 2 : Les lieux impactés par les travaux sont :

- Impasse des anciens combattants,
- Rue du Calvaire,
- Boulevard de la République,
- Place du cadran solaire,
- Parking Jean Moulin,
- Chemin de la Paix,
- Avenue Gambetta,
- Rue du château,
- Allée des Clèdes,
- Lotissement Marcel Pagnol,
- Lotissement Marie Moiron,
- Faubourg de Luynes,
- Avenue Elie Dussaud,
- Lotissement la chapelle,
- Place de l'Eglise.

Article 3 : Durant cette période, le demandeur devra respecter pendant toute la durée de cette occupation temporaire du domaine public les prescriptions suivantes :

- Appliquer les prescriptions de la Communauté de Commune Pays d'Orange en Provence (CCPOP),
- Les restrictions suivantes seront instituées au droit du chantier :
 - Vitesse limitée à 30 km/h,
 - Défense de stationner,
 - Interdiction de dépasser dans les deux sens de circulation,
- La circulation de tous les véhicules s'effectuera par alternat réglé avec des feux tricolores. Toutefois, si l'attente aux feux devait dépasser un cycle, le pilotage sera assuré par signaux K10. La longueur maximale de l'alternat sera de 50 mètres,
- La signalisation au droit et aux abords du chantier sera mise en place par l'entreprise chargée des travaux, maintenue en permanence en bon état, adaptée pendant les interruptions et enlevée à la fin des travaux, sous contrôle des services de la commune,
- Veiller à permettre la libre circulation des véhicules d'urgences en cas de besoin,
- Veiller à la sécurité des usagers,
- Assurer la police de la circulation au droit de son chantier,
- Veiller à la remise en état de la voie publique.

L'ensemble de ces mesures sont à la charge du bénéficiaire de l'occupation temporaire du domaine public.

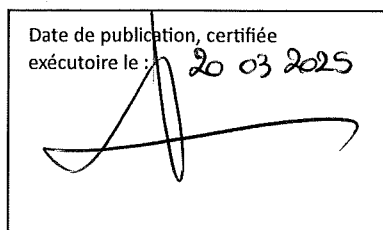
Article 4 : Les droits des tiers sont et demeurent préservés.

Article 5 : Les infractions aux dispositions du présent arrêté seront constatées et poursuivies conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 6 : La commune ne pourra pas être reconnue responsable pour l'insuffisance de la signalisation mise en place par le demandeur.

Article 7 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif dont dépend la commune dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Article 8 : Le Maire, le Commandant de Brigade de Gendarmerie Nationale de Châteauneuf du Pape, les Policiers Municipaux, les Sapeurs-Pompiers de la Caserne de la Grange Blanche, Monsieur Jonathan RIEU, Entreprise RIEU, 1783 Avenue JF Kennedy, 84200 Carpentras, sont, chacun en ce qui le concerne, chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément aux dispositions de l'article L 2122-29 du Code Général des Collectivités Territoriales.



Courthézon, le 18/03/2025

Pour Le Maire, Nicolas PAGET,

L'Adjoint à la sécurité, Cyril FLOURET,

A handwritten signature in black ink.